

RAPPORT MENSUEL DE PROTECTION
UNHCR BURKINA FASO, FIELD OFFICE SAHEL

Octobre 2021



Focus groupe sur les VBG à Petit-Paris dans la commune de Dori, Auteure photo Monitrice Aminata CISSE, province de Séno octobre 2021,

Sommaire

1. Points saillants.....	3
2. Situation générale	3
3. Réfugiés	3
4. Personnes déplacées internes.....	8
5. Asile et Migration	13

1. Points saillants

- Dans la nuit du 30 au 31 Octobre 2021, des membres de groupes armés non identifiés ont fait irruption dans le camp de réfugiés de Goudoubo. Sans exercer d'acte de violence sur les communautés réfugiées, ils ont procédé au rapt de 03 tricycles dont 02 qui servaient d'ambulance pour le poste de santé et la dernière était celle utilisée par les maraichers et les transformateurs de déchets plastique. Les HANI ont enlevé 02 réfugiés régulièrement enregistrés sous les Progres 998-12H00110 et 875-21-00287. Cette incursion au camp a eu un impact négatif sur le bien-être des populations car les réfugiés et demandeurs d'asile vivent dans la psychose et la crainte.
- Le 13 Octobre 2021, des collègues des partenaires CREDO et de la CONAREF a bord d'un véhicule de prêt HCR de retour du camp ont été la cible d'une attaque par des hommes armés non identifiés qui ont tiré sur le véhicule. Les tirs sur le véhicule ont occasionné des blessures par balles du conducteur qui a d'abord été pris en charge par le poste de santé du camp avant d'être évacué au CHR de Dori où il bénéficierait de soins plus appropriés.
- 28 Octobre : Facilitation de l'atelier de formation des membres de la faitière du transport sur la protection internationale des personnes relevant du mandat du HCR dans les mouvements mixtes. La session a été l'occasion d'expliquer aux participants le rôle de HCR dans la gestion des flux migratoires mixtes, de leur donner de plus amples informations sur les personnes relevant du mandat du HCR, et aussi les défis auxquels nous faisons face et demander leur contribution dans l'identification signalement des cas. L'atelier a été salué par l'ensemble des participants qui ont tenu à remercier le HCR et CIAUD. Ce sont au total 24 participants qui ont pris part à l'atelier de formation.
- Du 20 au 22 Octobre, s'est tenue à Dori une session de formation des Forces de défense et de sécurité sur la protection internationale, les droits de l'Homme et le DIH. Cet atelier a connu la participation de 40 agents de la sécurité venus des provinces du Seno, Soum et de l'Oudalan. La session a été l'occasion d'outiller les participants sur les bonnes pratiques en matière de protection des droits humains et surtout au regard des défis sécuritaires auxquels fait face la région du Sahel. L'atelier a été salué par l'ensemble des participants qui ont tenu à remercier le HCR-DRC et la CONAREF. A la même période à Djibo s'est tenue une formation sur le même thème au profit Organisation de la Société Civile (OSC) et des hommes de media. A ladite session, 20 personnes dont 02 réfugiés y ont pris part.
- Introduction et présentation du partenaire CQDJ auprès des structures techniques déconcentrées de l'Etat, des partenaires du UNHCR. La mission de CQDJ qui est d'accompagner et de veiller à un accès équitable et de qualité au service de la justice aux personnes relevant du mandat du HCR a été présentée lors de la rencontre du cluster protection.
- 06-08 Octobre : Dans le cadre de la planification 2020-2025 une équipe multifonctionnelle du senior management dirigée par le Représentant Adjoint a été conduite à Dori avec pour objectifs la recherche de solution durable pour les réfugiés maliens installés dans la région du Sahel depuis 2012. A cet effet des échanges bilatéraux ont été organisés avec les autorités administratives (Gouverneur, Haut-commissaire, élus locaux), les différents directeurs régionaux sectoriels, les leaders traditionnels, coutumiers, religieux ainsi que les leaders de la communauté hôte et les réfugiés.

2. Situation générale

La Région du Sahel a enregistré des incidents sécuritaires qui ont eu un impact direct sur la délivrance des services au profit des réfugiés du camp de Goudoubo. En effet, à la suite de l'attaque dont ont été victimes les partenaires humanitaires et de l'intrusion dans le camp par les HANI au cours de laquelle 02 réfugiés ont été enlevés, un sentiment de crainte s'est installé au sein de la communauté avec comme conséquences des mouvements de ménages vers Dori.

3. Réfugiés

a. Accès au territoire et mouvement de population

Les activités de suivi et de collecte des données sur les mouvements des réfugiés et demandeurs d'asile se sont poursuivies au cours de ce mois d'octobre. Les demandeurs d'asile identifiés dans la zone de couverture sont essentiellement des maliens et des nigériens. Les localités de provenance dans lesdits pays sont Tillabery, Mossi

Debey, Fantio au Niger et N'tillit au Mali. Les raisons de départ des localités d'origine demeurent la dégradation continue de la situation sécuritaire et plus précisément dû au fait que les attaques sont de plus en plus tournées contre les populations civiles. A ce jour, 828 potentiels demandeurs d'asile venus du Niger ont été identifiés dans les communes de Falangountou, Markoye, Gorom-Gorom. 24 demandeurs d'asile venus du Mali ont été identifiés lors du monitoring des frontières dans la province de l'Oudalan au cours du mois.

Le caseload des demandeurs d'asile maliens en attente d'enregistrement est de 4059 dont 3612 à Djibo et 423 au niveau de Goudoubo et 24 identifiés dans la zone des hors camp. Le screening protection et les enregistrements sont à l'arrêt du fait de la dégradation de la situation sécuritaire dans les environs du camp de Goudoubo. A Djibo, la CONAREF est à pieds d'œuvre pour une vérification de la présence effective des demandeurs d'asile dans la ville.

Il a également été enregistré le mouvement de 05 ménages réfugiés de 37 personnes dont 05 hommes, 12 femmes, 07 garçons et 13 filles qui ont quitté les localités de Déou, Oursi et Gandafabou pour le site de Goudoubo pour des raisons sécuritaires.

b. Enregistrement

Dans le cadre de l'enregistrement continu, au cours du mois d'Octobre, les activités de l'enregistrement continu se résument comme suit :

- Enregistrement de 106 individus dans la base de données dont 50 femmes et 56 hommes ;
- Les traitements des différentes listes de distribution (AME, Abri, renouvellement de documents ...)
- Inactivation de 16 individus qui étaient déclarés absents et retournés spontanés lors de l'exercice de vérification de la présence pour le renouvellement des attestations de Djibo. Aussi la clôture dans la base de données de deux individus dont un pour raison de décès et l'autre pour raison d'intégration locale. En effet, celui-ci a acquis la nationalité du pays d'accueil par la filiation par le mariage.

Dans le cadre de l'accès à la documentation, l'exercice de renouvellement des attestations aux réfugiés se poursuit dans des bonnes conditions. Ainsi en Octobre, nous avons traité et renouvelé 76 attestations (familiales et individuelles) et mis à la disposition de la CONAREF pour la distribution aux réfugiés.

c. Documentation

Au cours du mois d'Octobre, 33 naissances vivantes dont 03 autochtones ont été enregistrées par le partenaire CSSI au poste de santé de Goudoubo et sont dans le processus pour le E-Civil. Les parents munis de la carte et du bracelet mis à leurs enfants devront passer à la mairie de Dori pour finaliser le processus et retirer les actes de naissance de leurs enfants moyennant le paiement d'un timbre d'une valeur de 500F.

A cela s'ajoute également l'établissement de 23 actes de naissances à Gorom-Gorom au profit d'enfants réfugiés vivants hors du camp. Ces actes de naissance ont été remis aux parents.

d. Monitoring des droits

Le monitoring des droits des réfugiés a permis l'identification des risques/incidents de protection auxquels les réfugiés sont confrontés. Il s'agit entre autres :

- du risque d'apatridie ; plusieurs enfants réfugiés nés dans le pays d'accueil ne possèdent pas d'acte de naissance. A ce titre 13 enfants ont été identifiés à Djibo ;
- de la dégradation de la qualité de vie dans certaines localités hors camp où les services sociaux de base manquent ;
- du fait que plusieurs réfugiés en attente d'interviews pour réactivation dans la base de données, 15 personnes ont été référencées vers la CONAREF par le partenaire DRC pour les actions adéquates ;
- de la vulnérabilité des réfugiés de Djibo qui font face aux difficultés de paiement de leur loyer mensuel. Un réfugié vulnérable a été expulsé par son bailleur au cours de ce mois pour impayés.

e. Assistance et conseil juridique

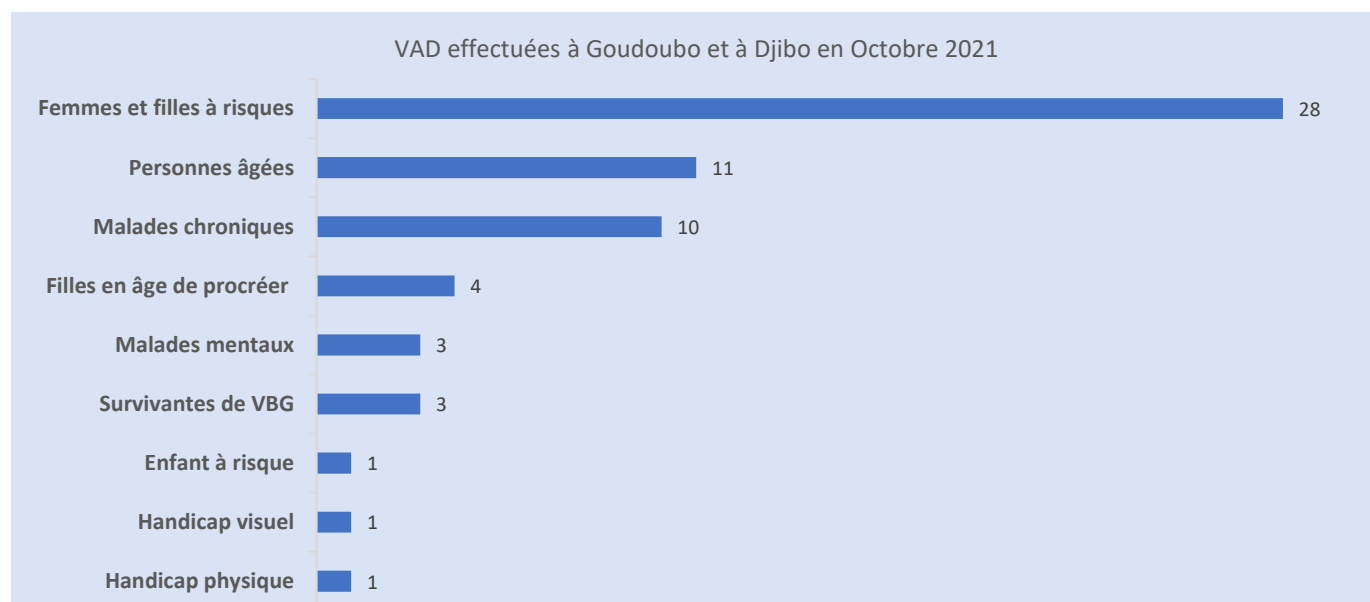
Le 23 octobre 2021, a eu lieu une conférence publique sur le site d'accueil des PDI de Wendou. Cette activité a connu la participation de 580 PDI et réfugiés dont 315 hommes et 265 femmes. Elle a également permis d'informer et de sensibiliser les participants sur les principes de protection de leurs droits et les mécanismes qui garantissent

le respect de ces droits tout en les invitant à s'approprier ces mécanismes avec l'appui technique des assistants juridiques.

Un monitoring des lieux de détentions, a permis d'identifier et interviewer 14 PDI et 3 réfugiés détenus au sein de la Maison d'Arrêt et de Correction (MAC) de Dori, tous de sexe masculin. La visite a été l'opportunité pour les équipes de constater que les PoCs en détention ne souffrent d'aucunes discriminations. Toutefois des besoins en NFIs ont été exprimés par ceux-ci.

f. PBS et VAD

Au cours de ce mois, 58 VAD ont été effectuées au profit des personnes à besoins spécifiques et de jeunes filles en âge de procréer à Goudoubo et Djibo. Ce sont essentiellement 28 femmes et filles à risques, 11 personnes âgées, 03 survivantes de VBG, 03 malades mentaux, 10 malades chroniques, 01 handicap physique, 01 handicap visuel, 01 enfant à risque qui ont été visités. Aussi, 04 VAD ont été réalisées au profit de jeunes filles en âge de procréer dont 03 à Djibo et 01 à Goudoubo.



Les services communautaires ont accompagné 88 PBS au cours des DGV de Djibo et Dori. Il s'agit essentiellement des personnes âgées, des cas de personnes malades, des personnes vivant avec handicap physique ou mental.

g. Protection de l'enfant

Des activités entrant dans le cadre de la protection de l'enfance ont été réalisées au cours du mois au camp de Goudoubo et à Djibo. Il s'agit de :

➤ L'identification des enfants à risque

Au cours de la période sous revue, des visites à domicile effectuées à Djibo et Goudoubo, ont permis d'identifier 04 enfants à risque dont 02 filles et 02 garçons. Il s'agit de 01 enfant séparé, 02 enfants à risque de déscolarisation et un enfant avec des besoins spéciaux en éducation. Concernant les 02 enfants à risque de déscolarisation, les parents de ces derniers ont été sensibilisés sur l'importance de l'éducation et un référencement a été fait à l'endroit du partenaire DRC en charge de l'éducation pour leur scolarisation.

➤ L'appui ponctuel aux enfants a risque

A Djibo, 03 enfants à risque dont 01 filles et 02 garçons ont bénéficié d'un appui ponctuel en CBI de 6250 F CFA chacun pour la prise en charge de leurs besoins essentiels.

➤ L'évaluation intérêt supérieur

Il a été réalisé trois (03) évaluations de l'intérêt supérieur de l'enfant au profit de trois (03) enfants séparés dont 02 filles et 01 garçon au camp de Goudoubo. Les rapports sont en cours d'élaboration.

h. Education

➤ Djibo

Le mois d'octobre a essentiellement été ponctué par des activités visant à permettre aux élèves d'entamer sereinement la rentrée scolaire. A ce titre, les frais de scolarité/APE sont en cours de paiement et des kits scolaires ont été distribués au profit de tous les élèves réfugiés à Djibo. Dans le cadre du programme ECW, 800 élèves PDI ont été identifiés pour une dotation de kits scolaire et la distribution est en cours. Des visites de suivi des jeunes bénéficiant de la formation professionnelle ont également été effectuées.

La difficulté dans le suivi des élèves réside dans le fait que ceux-ci sont mobiles. Une activité de ciblage est en cours de planification pour une meilleure identification et suivi des élèves pendant la période des cours.

➤ **Dori/Goudoubo**

❖ **Préscolaire**

En ce qui concerne les activités du préscolaire à Goudoubo, 02 bissongos sur un total de 05 sont fonctionnels. Ces deux espaces ont tout de même besoin de réhabilitation pour le bien-être des enfants. Au total 400 élèves ont été recrutés soit 210 filles et 190 garçons. Le recrutement des cantinières et gardiens pour lesdits espaces a été finalisé.

❖ **Primaire**

Les enseignants des écoles primaires de Goudoubo ont été mobilisés pour une conférence pédagogique organisée par leur ministère de tutelle en vue du renforcement de leur capacité.

✓ **Activités réalisées**

- Recrutement de 1376 élèves dont 660 filles et 716 garçons au profit des écoles primaires du camp ;
- Distribution de 100 kits scolaires au niveau des écoles primaires de Dori (école primaire de petit paris, Wendou, école C, E, et D de Dori) ;
- Réception, Kitting et livraison des kits scolaires de l'école primaire de Goudoubo ;
- Appui aux structures à base communautaires pour achat des vivres pour les bissongo et les écoles primaires de Goudoubo.

✓ **En perspectives**

- Poursuivre le recrutement des élèves au niveau de l'école primaires de Goudoubo ;
- Continuer le suivi des activités pédagogiques ;
- Entamer la distribution des kits scolaires aux élèves déjà inscrits ;
- Paiement des frais de scolarité/APE pour les élèves réfugiés résidents à Dori et à Gorom-Gorom.

❖ **Post-primaire et secondaire**

✓ **Activités réalisées**

- Démarrage des activités pédagogiques au niveau du CEG avec la dotation de matériels pédagogiques aux enseignants, la dotation de kits scolaires et de manuels (aux élèves de la classe de 6e, 25 livres en anglais, 25 livres de français et 25 livres de mathématique) ;
- Dotation de Kits dignité au profit de 10 filles du post-primaire ;
- Placement des jeunes ayant bénéficié des formations professionnelles dans des ateliers pour leur stage de perfectionnement (PRM).

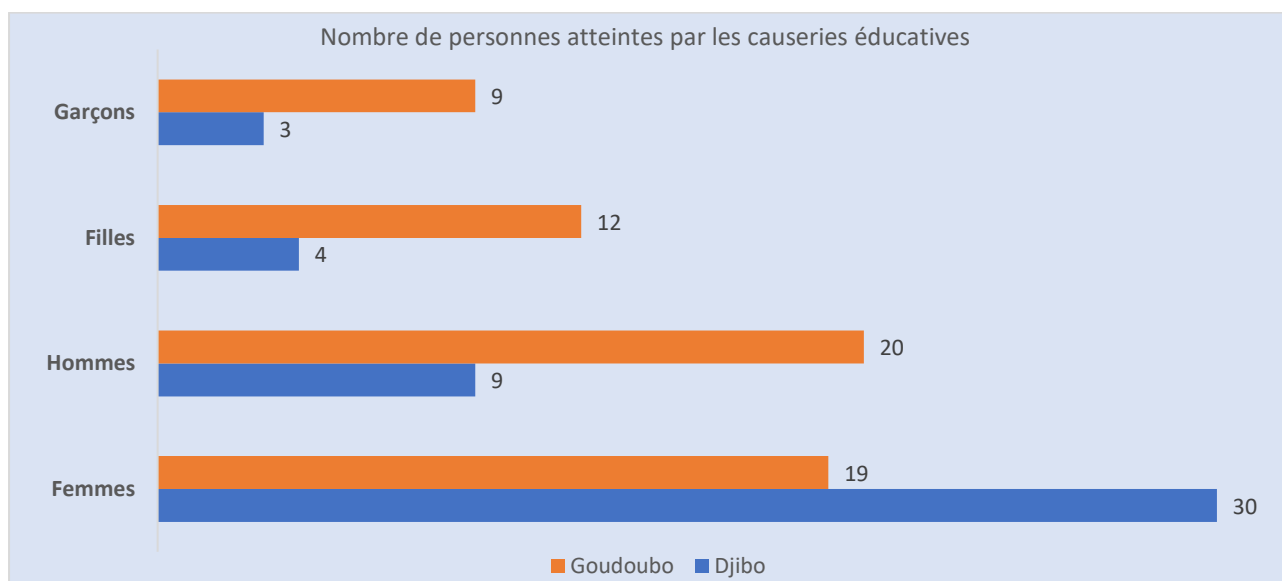
✓ **Perspectives**

- Réhabilitation des infrastructures au niveau du CEG de Goudoubo ;
- Distribution de 750 kits scolaires aux élèves de Gorom-Gorom ;
- Dotation de kit d'installation aux jeunes déscolarisés ayant bénéficié des formations professionnelles.

i. SGBV

✓ **Réalisation d'activité de sensibilisation sur les VBG**

A Goudoubo et Djibo, 06 causeries éducatives ont été réalisées sur le thème : « Déni de ressources, d'opportunités ou de services ». Ce sont au total 106 personnes qui ont été touchées à Djibo (46 personnes dont 30 femmes, 09 hommes, 04 filles et 03 garçons) et Goudoubo (60 personnes dont 19 femmes 20 hommes, 12 filles 09 garçons).



✓ **Identification de cas de VBG**

02 cas de mariage d'enfant ont été enregistrés au cours de la période au camp de Goudoubo. A Djibo, aucun cas de VBG n'a été rapporté pour ce qui concerne la période sous revue.

j. Assistance

✓ **Survivantes de VBG**

A Goudoubo, les survivantes de VBG ont bénéficié chacune d'une prise en charge psychosociale.

✓ **Appuis funéraires aux familles éplorées**

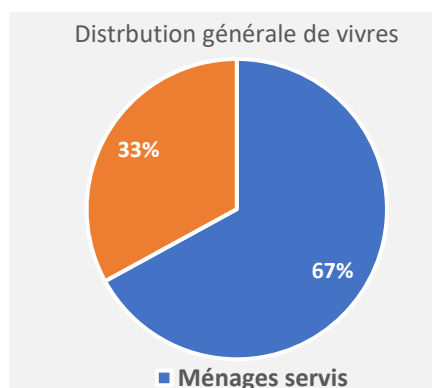
Trois (03) cas de décès ont été enregistrés au cours de la période. Il s'agit de trois (03) filles de 05 ans, 10ans (demanderesse d'asile) et 12 ans décédées au CHR de Dori. Une prise en charge psychosociale et un appui en cash de 25.000F CFA ont été effectués au profit de chacune des familles éplorées.

✓ **Appui ponctuel aux PBS**

A l'issue des VAD, des appuis ponctuels ont été réalisés au profit de 110 personnes vulnérables. Ainsi, à Goudoubo, soixante-treize (73) personnes âgées dont 38 hommes et 35 femmes identifiées lors des VAD ont bénéficié chacun d'une couverture. En ce qui concerne Djibo, 34 personnes à besoins spécifiques dont 27 femmes et 07 hommes ont bénéficié d'un appui en cash à hauteur de cinq mille (5.000) francs CFA/ personne en vue de les soutenir dans la satisfaction de quelques besoins primaires; 03 filles en âge de procréer ont également bénéficié d'un appui en cash à hauteur de six mille cinq cent (6.500) francs CFA/chacune afin de se procurer des kits hygiéniques et/ou de dignité pour leur hygiène corporelle ; 01 ménage ayant été expulsé de sa maison pour des impayés de son bail, a été assisté en cash à hauteur de 55.000 FCFA pour le loyer et la subsistance suite à une évaluation sociale conduite par le partenaire CREDO.

✓ **Distribution Générale de vivres**

La distribution générale des vivres associée au cash comptant pour le mois d'octobre a été suspendue du fait de la situation sécuritaire. Ce sont 1500 ménages, correspondant à 8786 bénéficiaires qui ont été servis sur une planification totale de 2674 ménages correspondant à 13106 bénéficiaires soit un taux de réalisation estimé à 67,04%, avant l'intervention de la suspension.



k. CCCM (Camp coordination and camp management)

Au cours du mois de Octobre, le HCR et le partenaire de gestion du camp AIRD, ont effectué les activités suivantes :

- Dans le cadre du suivi et réponses de différents défis sectoriels, le CCCM a facilité et a pris part à six réunions sectorielles respectivement des secteurs Abris, WASH, Livelihood, Sécurité Alimentaire et Protection.
- Dans le cadre de la maintenance de la coordination des activités sur le camp, le tableau de planification des activités hebdomadaires a été établie par le Camp management et partagé aux leaders communautaires chaque semaine pour renforcer la redevabilité ainsi que la participation communautaire.
- Des sorties de monitoring ont été réalisées par le Field /CCCM dans le but de faire un constat général de besoin en abris et Wash. Ainsi, les besoins ont été référés aux secteurs respectifs pour des réponses éventuelles.
- Afin de renforcer la protection à base communautaire et d'assurer la participation des bénéficiaires dans la prise de décisions la communauté au cours de la période considérée, les 07 comités de réfugiés ont été mis en place pour. Il s'agit du conseil d'administration, du comité des femmes, du comité des sages, du comité des jeunes, du comité technique et du comité de distribution.

l. Solutions durables

✓ Réinstallation

La recherche et la collecte d'informations complémentaires sur des cas ayant déjà été profilés a été la principale activité au cours du mois d'octobre. A cela s'ajoute le profilage de 02 ménages de 26 personnes, potentiellement éligibles à la RST.

✓ Intégration locale (légale et inclusion socio-économique)

Entrant dans le cadre de la mise en œuvre des activités visant l'inclusion socio-économique des réfugiés, le partenaire a assuré le suivi des activités de production agricole avec la détermination d'un carré de production dans les champs des réfugiés. Les réfugiés ayant bénéficié de la formation sur la transformation des déchets plastiques ont également été suivis et accompagnés pour la fabrication de 90 table-bancs. Les réfugiés, PDI et hôtes dans les centres de formation professionnelle ont été suivis au cours du mois. Des enquêteurs chargés du suivi de la performance des microentreprises accompagnées par le HCR ont été formés sur les méthodes d'évaluation et de collecte de données.

30 réfugiés à risque de migration irrégulière ont également été identifiés en vue de leur apporter un appui pour déployer des activités génératrices de revenus.

Un réfugié a acquis la citoyenneté du pays d'accueil par le canal du mariage.

m. Cohésion sociale

Au cours de ce mois, 01 causerie éducative a été réalisée sur la cohésion sociale et a permis de toucher 39 personnes dont 13 hommes, 09 femmes, 05 garçons et 12 filles. Cette sensibilisation a également touché 14 membres de la communauté hôte.

4. Personnes déplacées internes

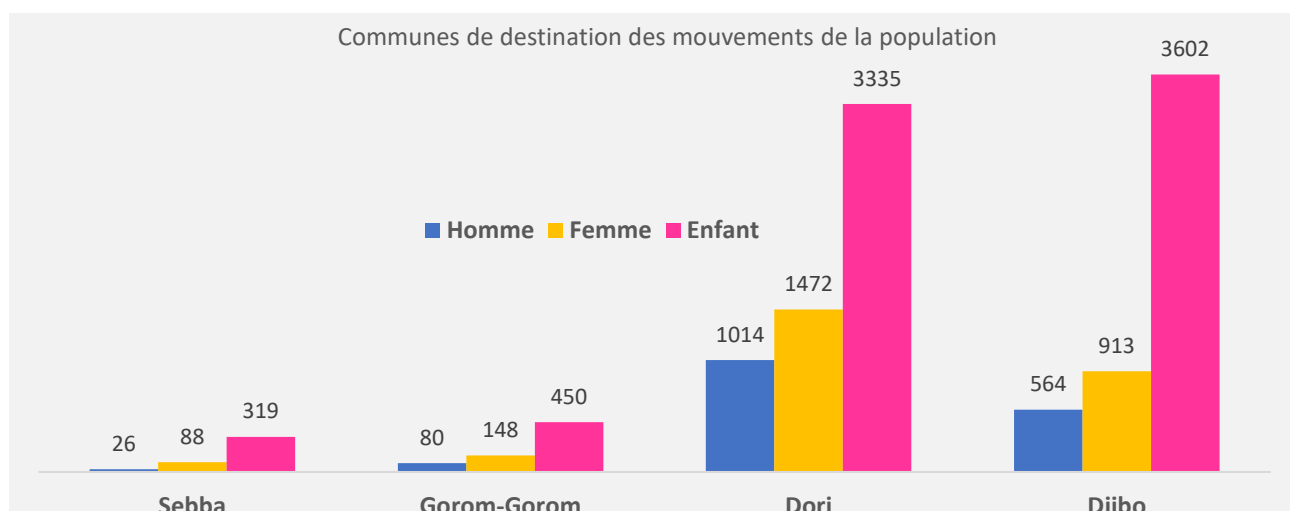
a. Monitoring de protection / tendances

La Région du Sahel a enregistré un nombre relativement élevé d'incidents sécuritaires comparativement au mois dernier. En effet, 50 incidents ont été enregistrés (contre 24 incidents en septembre) lesquels ont occasionnés plusieurs violations des droits humains dont les droits à la vie, à la propriété, à l'intégrité physique et psychique, à la liberté et à la sécurité. La forte présence des GANE dans les zones d'intervention contribue à réduire de façon visible l'espace humanitaire.

✓ Mouvements de population

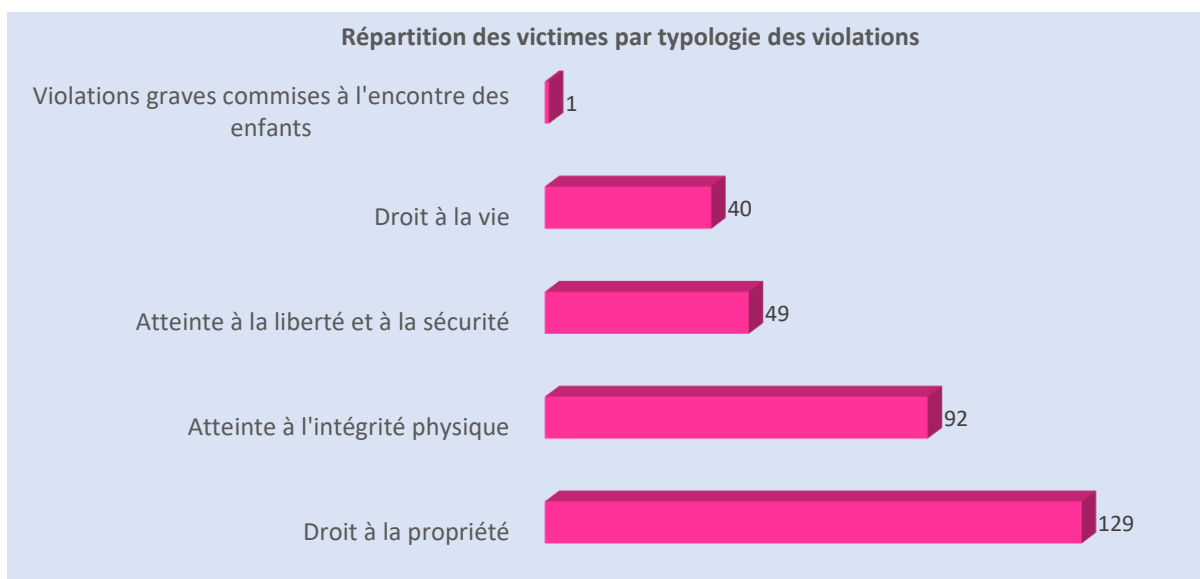
Il a été enregistré au cours du mois d'octobre des mouvements de population dans l'ensemble des différentes provinces de la région. Ces mouvements sont les conséquences des attaques ou actes d'intimidations des GANE. Les mouvements se présentent comme suit :

- Oudalan : 104 ménages de 678 personnes dont 148 femmes et 450 enfants et 80 hommes se sont déplacés de Markoye vers Gorom-Gorom ;
- Seno : 779 ménages de 5 821 personnes dont 1 472 femmes et 3 335 enfants et 1014 hommes se sont déplacés de Tin-akkof, Markoye, Oursi et Falangountou à destination de Dori. Ces sont des déplacements préventifs et spontané de peurs des représailles des GANE ;
- Yagha : 433 personnes se sont déplacées de Mansila vers Sebba du fait de la situation sécuritaire et de manque de vivres ;
- Soum, 769 ménages de 5 079 personnes dont 913 femmes et 3 602 enfants et 564 hommes sont venues de Pobe Mengao pour s'installer à Djibo.



✓ Violations/Incidents

Plusieurs incidents sécuritaires ont été enregistrés au cours de la période sous revue et avec comme conséquences de nombreuses violations de droits. Le nombre d'incidents sécuritaires du mois d'octobre est en hausse par rapport au nombre d'incidents sécuritaires du mois de septembre. En effet, 50 incidents sécuritaires ont été enregistrés en octobre contre 24 pour le mois de septembre. 311 personnes ont été victimes de violation des droits humains. Les hommes sont les plus touchés avec 68% des cas d'incidents et les GANE sont les principaux auteurs avec 44 cas d'incidents ; ensuite viennent les VDP avec 05 cas et les FDS avec 01 cas. Des violations des droits humains notamment le droit à l'intégrité physique et psychique, le droit à la vie, le droit à la liberté et à la sécurité et le droit à la propriété ont été constatées (voir graphique ci-dessous). La première typologie de violation des droits humains constatée est celle du droit à la propriété avec 129 victimes. La deuxième typologie de violation est l'atteinte à l'intégrité physique avec 92 victimes. L'atteinte au droit à la liberté et à la sécurité avec 49 victimes est la troisième typologie. L'atteinte au droit à la vie est la quatrième typologie avec 40 victimes.



La province du Yagha à travers notamment la commune de Mansila a été la plus touchée en nombre de victimes soit 167, ensuite vient la commune de Markoye dans la province de l'Oudalan avec 44 victimes, la commune de Djibo dans la province du Soum avec 38 victimes et Dori avec 22.

b. SGBV

✓ Réalisation d'activité de sensibilisation sur les VBG

Les séances de sensibilisation des communautés ont touché 1154 personnes dont 837 PDI et 317 hôtes sur différentes thématiques en lien avec les VBG dans les provinces du Seno, de l'Oudalan et du Yagha. Parmi les personnes touchées on note 48 garçons, 178 filles, 152 hommes et 776 femmes.



Du 20 au 22 Octobre, une session de formation sur les concepts de base de VBG a été tenue au profit de 20 participants issues des communautés déplacées et aussi des acteurs humanitaires.

✓ Identification de cas de VBG

23 dossiers de gestion et suivi de cas de VBG ont été ouverts dans les localités de Djibo, Dori, Sebba, Gorom-Gorom. Il s'agit essentiellement de cas de violences sexuelles et physiques, et de violences psychologiques.

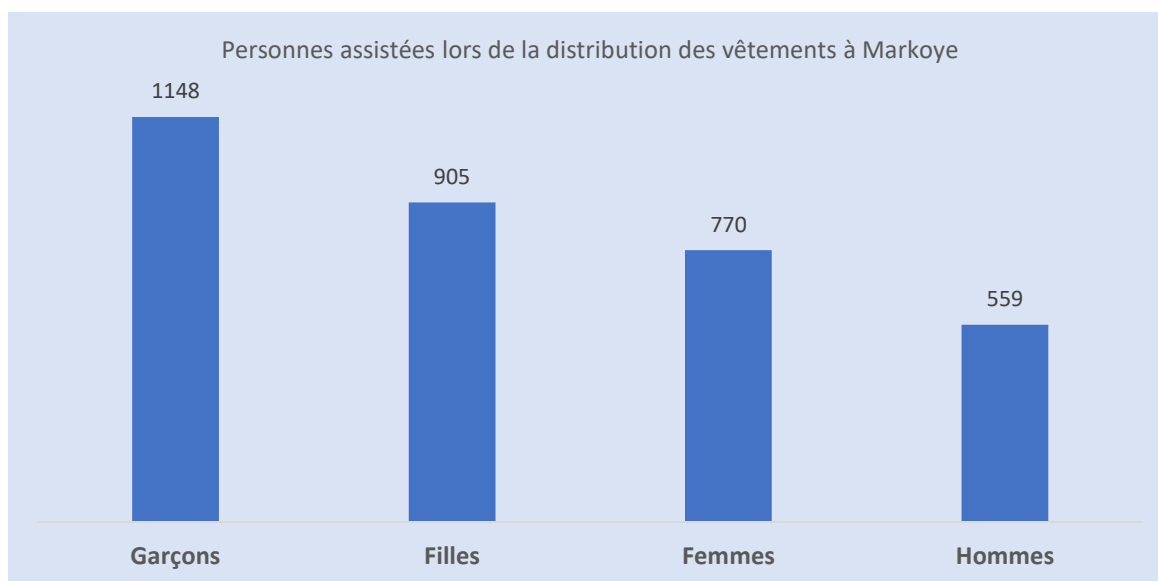
c. Assistance

✓ Survivant(e)s de VBG

Des sessions de formation en économies fondées sur les compétences par la formation d'entreprises (CEFE) ont été animées au profit de 35 femmes et filles survivantes et vulnérables, à risque de VBG identifiées à Sebba et Dori. Ces sessions visent dans le long terme à l'autonomisation des participantes et à leur réinsertion dans la société. Un Espace Sûr pour Femmes et Filles (ESFF) a été identifié et réhabilité à Gorom-Gorom.

✓ Distribution de friperies

Conjointement avec la direction provinciale de l'action humanitaire, il a été organisé dans la province de l'Oudalan, notamment à Markoye une séance de distribution de vêtements au profit des personnes vulnérables. Ce sont au total 474 familles de 3382 personnes à savoir 559 hommes, 770 femmes, 1148 garçons et 905 filles qui ont été assistés. Le nombre de vêtements reçus par chaque bénéficiaire est de 01 pour les hommes et 02 pour les femmes.



d. Gestion des sites

Dans le cadre des activités GSAT, le Field a mené un monitoring terrain sur les différents sites des PDI dans la ville de Dori.

Ceci a permis de recenser certains besoins sectoriels non-couverts à relever en matière de la réponse apportée par les acteurs humanitaires au profit des PDI.

Les sites qui ont été visités sont :

- Site du stade de Dori ;
- Site de Wendou 3 (université) ;
- Site de Wendou 2 ;
- Site de Petits-Paris ;
- Site de Wendou spontané (aérodrome).

En échangeant avec les bénéficiaires, ils ont exprimé des besoins majoritairement dans les secteurs de WASH, abris-AME ainsi que sécurité alimentaire.

Les défis à relever :

- Insuffisance des latrines et douches sur tous les sites ;
- Besoins en Abris-AME pour les ménages qui dorment à la belle étoile/en « sekou » (hangar traditionnelle) ou la promiscuité dont les personnes à besoins spécifiques notamment les femmes seules très âgées ;
- Alimentation, abris, vêtements ;
- Insuffisance d'eau potable ;

Actions prises au cours de ce monitoring :

- Sensibilisation des bénéficiaires sur les risques de protection ; risques d'incendies liés au feu de cuisson et de santé liés à l'hygiène ;
- Orientation et référencement des bénéficiaires nouvellement arrivés sur les sites vers l'Action Sociale afin qu'ils puissent être enregistrés.

Recommandations faites :

Faire un plaidoyer auprès de l'Action Sociale pour l'enregistrement des nouveaux arrivants aussitôt qu'ils afin de faciliter leur accès à l'assistance ;

- Faire un plaidoyer auprès du Cluster WASH pour l'augmentation des latrines sur les sites et faciliter le vidange des latrines des sites Wendou 1 et 2 ;
- Faire un plaidoyer auprès des Clusters Protection et Education pour les besoins non couverts concernant les enfants en âges de scolarisation ainsi que les espaces amis d'enfants pour l'encadrement des enfants ;
- Organiser des rencontres d'échange avec les PDI dans le cadre du GSAT pour renforcer l'approche communautaire et faciliter la gestion des sites.

e. Assistance

✓ **Abris/AME**

Dans le cadre de l'assistance en AME aux ménages PDI dans le besoin, le 12 octobre 2021 s'est déroulée une opération de distribution du Cash pour appuyer des ménages PDI à Djibo. La distribution était faite suivant les tailles de ménages sur base du protocole du montant de 50.000 F CFA par kit AME. Cette opération a été réalisée par le partenaire financier BAITOUL-MAAL avec l'appui technique du HCR, l'action sociale ainsi que le partenaire AIRD. La cible était de 246 ménages de 1.534 individus pour l'octroi d'un montant de 14.550.000 F CFA. A la fin de cette opération, la cible est atteinte à 100%.

✓ **Assistance aux PBS**

Au cours du mois d'Octobre, 54 PBS dont 20 hommes et 34 femmes ont été assistées via le cash et 06 cas de protection ont été référés aux autres acteurs humanitaires pour une prise en charge adéquate. Les cas référencés sont des personnes victimes de traumatisme et des personnes ayant des besoins alimentaires.

f. Sécurisation foncière

A travers La mise en œuvre des activités de sécurisation foncière, 17 personnes des villages de Bafele et Beguintigui ont pris part aux séances d'informations/sensibilisations sur le processus de sécurisation foncière au profit des communautés hôtes et déplacées. Ainsi, 04 propriétaires/possesseurs terriens dans le village de Béguintigui ayant compris le principe ont décidé de céder des portions de terres au profit des PDI. A la suite de la préparation de l'opération de délimitation des terrains cédés par les propriétaires terriens au profit des PDI en concert avec la collectivité et les propriétaires, une sortie terrain de délimitation des terrains prêtés a débuté avec un expert de l'outil MAST. Ce sont au total 14,71 Ha qui ont été délimités au cours de ce mois dont 05,71 Ha seront prêtés au PDI.

g. Cohésion sociale

Des sensibilisations sur la coexistence pacifique ont été réalisées au cours du mois. Celles-ci avec 12 séances ont permis de toucher 180 personnes dont 43 hommes, 61 femmes, 34 garçons et 42 filles.

h. Solutions durables

❖ **Intégration Locale**

En vue de faciliter l'insertion socio-économique et l'autonomisation des populations déplacées et hôtes, 10 jeunes PDI et 10 jeunes de la populations hôte à risque de migration irrégulière ont été identifiés pour un accompagnement à la réalisation d'activités économiques. Également, 200 microentreprises de PDI ayant bénéficié d'accompagnement ont fait l'objet de suivi.

i. Coordination de la réponse de protection

✓ **Cluster protection**

Au cours du mois d'octobre, le Cluster protection sous national de la Région du Sahel a organisé diverses activités. Le 26 Octobre, le cluster protection sous national du sahel a tenu sa réunion mensuelle. Elle a porté essentiellement sur le briefing sécuritaire de la région du Sahel par UNDSS, les tendances des incidents de ponction par le HCR et MBDHP des mois de juillet à octobre 2021, la présentation des résultats de deux projets stratégiques de protection, notamment le projet VBG avec les fonds CERF par l'ONG ABBAS International, le Projet de SFGC(Search For Common Ground) relatif à la protection des civiles à travers l'approche Common Ground et enfin, le Projet pilote d'assistance juridique et judiciaire des PDI et réfugiés de l'ONG CQDJ avec le financement du HCR. Ensuite, les résultats majeurs des activités, les défis, les contraintes et les perspectives des domaines de responsabilité ont été partagés, notamment le GBV, Protection de l'enfance et le GT santé mentale et appui psycho sociale.

Le 27 octobre 2021, le Sous Cluster protection Violences sexuelles basée sur le Genre a validé les procédures standards opérationnelles pour déterminer les responsabilités, les procédures de prise en charge des survivantes des violences sexuelles et basées sur le Genre dans la région du Sahel.

Le 28 Octobre 2021, le cluster protection a eu une réunion avec les Coordinateurs des domaines de responsabilités afin de discuter les questions stratégiques en lien avec la coordination. Au cours de la réunion, le rapport préliminaire des experts sur les IDPS a été partagé y compris les activités prioritaires, la mise en place du Groupe de consultation stratégique, SAG au Sahel, l'élaboration du format du rapport d'analyse des risques de protection dans la région du Sahel avec l'implication des tous les AoR. En enfin, les contraintes et défis majeurs des AoR ont été passés en revue. Le domaine de responsabilité child protection a soulevé deux points essentiels portant notamment sur le renforcement des capacités des acteurs membres de l'AoR sur les outils de la protection de l'enfance en

situation d'urgence au Sahel (approche de la coordination Humanitaire, gestion des cas et en particulier le fonctionnement du Panel DIS). L'harmonisation des outils de gestion des cas de VBG a été soulevé par l'AoR GBV. Le besoin de leur harmonisation a été recommandé.

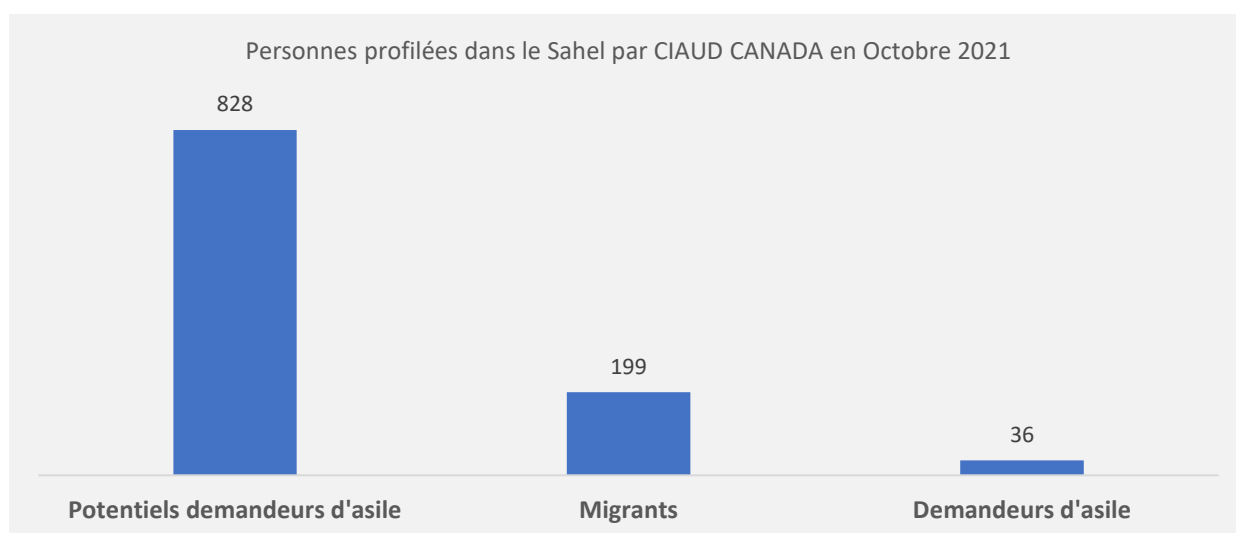
✓ **Coordination du forum des réfugiés**

La seconde réunion de coordination du forum des réfugiés réunissant les acteurs humanitaires intervenant au profit des réfugiés s'est tenue le 08 Octobre dans la salle de réunion du gouvernorat. Il a été question de mener des réflexions sur les grands axes prioritaires d'intervention au profit des réfugiés à travers des solutions durables tout en s'assurant de leur prise en compte dans tous les services sociaux de base et dans les différents plans nationaux de développement. Cependant, la précarité de la situation sécuritaire et la synergie d'action demeurent des défis majeurs à considérer.

5. Asile et Migration

Les activités de suivi et de collecte des données sur les flux migratoires mixtes dans la région du Sahel ont permis de collecter les informations suivantes :

235 personnes ont été profilées au cours du mois d'Octobre dont 199 sont des migrants et 36 demandeurs d'asile. Les demandeurs d'asile viennent essentiellement du Niger (16) et du Mali (20). Ainsi, de juin à Octobre 2021, un total de 828 personnes potentielles demandeurs d'asile (Niger) ont été identifiées par le partenaire CIAUD CANADA à travers le monitoring des risques de migration irrégulière dans la province de l'Oudalan, précisément dans les localités de Falangountou, Markoye et Gorom-Gorom. Les principales raisons de départ sont liées à la dégradation continue de la situation sécuritaire dans les localités de provenance.



84% des personnes profilées sont des migrants de nationalités différentes (nigériane, nigérienne, malienne, Burkinabè, ivoirienne, gambienne, béninoise, sénégalais et guinéenne). Ils ont été profilés et enregistrés à Dori, Markoye, et Seytenga. Les principales destinations sont le Niger en vue de rejoindre l'Europe, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso. Le nombre élevé d'hommes dans les mouvements pour raisons économiques se justifie par la rareté des ressources provoquée par l'insécurité et la crise socio-économique dans la majorité des pays de provenance. 26 migrants ont rapporté avoir été victimes de tracasseries routières de la part des agents de sécurité pour défaut de documents d'identité. 02 migrants ont affirmé avoir été victimes de traitements inhumains et dégradants en Libye.

455 personnes dont 179 hommes et 276 femmes ont été sensibilisées sur les risques de la migration irrégulière, la cohésion sociale, la protection de l'enfant, la traite des personnes et les VBG. Ces sensibilisations ont été tenues à Dori, Seytenga, Falagountou et Markoye.

Equipe HCR Région du Sahel
Octobre 2021